

**Fiscalité et stabilité macro-financière en République Démocratique
du Congo (1998–2023) : Analyse empirique de l’impact des recettes fiscales
sur la liquidité bancaire, la soutenabilité budgétaire et la croissance
économique**

BITAKI RACHEL BASHIZI

Masterante en Fiscalité à la Haute École Commerciale de Kinshasa.

Domaine : Sciences économiques et de gestion

Option : Fiscalité

ISC-GOMA, RDC

Résumé : Cet article examine l’impact des recettes fiscales sur la stabilité macro-financière de la République Démocratique du Congo (RDC) entre 1998 et 2023, en mobilisant une approche économétrique fondée sur les données de la Banque Centrale du Congo. Les résultats révèlent que l’augmentation des recettes fiscales favorise la liquidité bancaire, mesurée par les dépôts et crédits, tout en renforçant la soutenabilité budgétaire et la croissance économique. Toutefois, la pression fiscale excessive exerce un effet négatif sur l’intermédiation bancaire et peut fragiliser la dynamique de croissance, confirmant la double nature de l’impôt entre instrument de mobilisation et contrainte économique. Les corrélations mises en évidence soulignent également la forte dépendance de la fiscalité congolaise aux fluctuations des matières premières et à la volatilité du taux de change, reflétant la vulnérabilité structurelle du pays. L’étude conclut sur la nécessité d’une réforme fiscale crédible et d’une meilleure gouvernance pour consolider la stabilité macro-financière.

Mots-clés : Fiscalité, Stabilité macro-financière, Liquidité bancaire, Soutenabilité budgétaire, Croissance économique.



Abstract : This article investigates the impact of tax revenues on macro-financial stability in the Democratic Republic of Congo between 1998 and 2023, using an econometric approach based on data from the Central Bank of Congo. The findings reveal that higher tax revenues enhance banking liquidity (measured through deposits and credit) while simultaneously strengthening fiscal sustainability and economic growth. However, excessive tax pressure exerts a negative effect on financial intermediation and can undermine growth dynamics, highlighting the dual nature of taxation as both a mobilization tool and an economic constraint. The identified correlations further underscore the Congolese tax system's strong dependence on commodity price fluctuations and exchange rate volatility, reflecting the country's structural vulnerabilities. The study concludes by emphasizing the need for credible fiscal reform and improved governance to consolidate macro-financial stability.

Keywords : Taxation, Macro-financial stability, Banking liquidity, Fiscal sustainability, Economic growth.

1. Introduction

La fiscalité constitue un pilier fondamental des finances publiques et un déterminant central de la stabilité macro-financière dans les économies contemporaines. En RDC, cette dimension prend une importance particulière compte tenu de la trajectoire économique et politique du pays depuis les années 1990. L'État congolais, confronté à des cycles récurrents de fragilité et à une dépendance quasi exclusive vis-à-vis des ressources minières, a dû composer avec une volatilité budgétaire persistante et des tensions structurelles entre mobilisation fiscale, liquidité bancaire et soutenabilité macroéconomique (Marioli et al., 2024). À ces contraintes internes s'ajoutent des chocs macroéconomiques majeurs : une inflation structurellement élevée, des dépréciations récurrentes du franc congolais face au dollar américain (CDF/USD) et une forte exposition aux fluctuations des cours des matières premières. La question de savoir dans quelle mesure la fiscalité peut stabiliser les finances publiques, renforcer le système bancaire et soutenir la croissance économique s'impose ainsi comme une problématique scientifique et politique majeure.

Dans la littérature économique, le rôle de l'impôt dépasse la simple fonction de financement des dépenses publiques. Les travaux classiques de Musgrave (1959) et Stiglitz (1988) soulignent que la fiscalité influence la répartition des ressources, les incitations économiques et la capacité d'un État à investir dans les biens publics. Plus récemment, Tanzi et Zee (2000) rappellent que dans les pays en développement, la qualité des institutions fiscales

est déterminante pour transformer la mobilisation des recettes en stabilité macroéconomique durable. Ce cadre analytique s'applique pleinement au cas de la RDC, où l'élargissement de l'assiette fiscale et l'efficacité de l'administration demeurent limités, accentuant la dépendance à l'égard des fluctuations des cours internationaux du cuivre, du cobalt et d'autres matières premières, qui représentent plus de 90 % des recettes d'exportation. Ces variations de prix, combinées à la volatilité du taux de change et à des tensions inflationnistes chroniques, conditionnent directement la capacité de l'État à mobiliser et stabiliser ses recettes fiscales.

La période 1998–2023 illustre cette fragilité. Les recettes fiscales congolaises, bien qu'en progression relative, se maintiennent en dessous du seuil de 15 % du PIB, considéré par la Banque mondiale comme critique pour enclencher un cercle vertueux de développement (World Bank, 2023). En 2024, le Fonds monétaire international (2025) indiquait que la part des recettes fiscales dans le PIB de la RDC restait inférieure à la moyenne d'Afrique subsaharienne, avec un déficit domestique atteignant 0,8 % du PIB. Une telle situation met en évidence les difficultés de l'État à aligner ses dépenses sur ses recettes et souligne la fragilité de la stabilité budgétaire. Ces constats rejoignent l'argument de Barro (1990) selon lequel un déficit public persistant exerce une pression négative sur l'épargne nationale et compromet la croissance de long terme. Or, cette dynamique est amplifiée par la forte instabilité du taux de change et par une inflation qui réduit la valeur réelle des recettes fiscales libellées en monnaie nationale. Les interactions entre fiscalité et secteur financier renforcent ainsi la pertinence de cette problématique. Dans un système bancaire peu profond et dominé par quelques établissements, les banques commerciales constituent le principal relais de financement du déficit budgétaire, ce qui influence directement la liquidité et la dynamique du crédit. Comme l'ont montré Aisen et Hauner (2010), dans des contextes similaires, les déficits publics chroniques alimentent la hausse des taux d'intérêt et fragilisent l'intermédiation bancaire. En RDC, les dépôts et crédits bancaires sont sensibles non seulement aux tensions fiscales et budgétaires, mais aussi aux chocs inflationnistes et à la dollarisation de facto de l'économie, ce qui rend la relation entre mobilisation des recettes et stabilité macro-financière particulièrement cruciale (Senga, Gilbert & Théogène, 2025).

Au plan comparatif, plusieurs études soulignent que des réformes fiscales réussies peuvent améliorer la résilience économique. Baldacci, Hillman et Kojo (2004) ont montré que dans les pays à faible revenu, une politique fiscale cohérente favorise la croissance et réduit la vulnérabilité financière. De même, Gupta (2007) a mis en évidence que l'accroissement des recettes domestiques réduit la dépendance à l'endettement extérieur, améliorant ainsi la

soutenabilité budgétaire. Ces enseignements sont confirmés par Brändle (2024), qui insiste sur l'importance de règles fiscales robustes dans la consolidation de la crédibilité macro-financière. Toutefois, la RDC se distingue par des spécificités structurelles et institutionnelles qui limitent la portée de ces réformes. D'une part, l'assiette fiscale reste étroite et concentrée sur le secteur minier, exposant le pays à des chocs exogènes majeurs (Marioli et al., 2024). D'autre part, la gouvernance fiscale est contrainte par la corruption, la faiblesse des capacités administratives et l'informalité massive, autant de facteurs qui entravent l'efficacité de la mobilisation fiscale (Ndikumana, 2014 ; IMF, 2025). En outre, l'inflation persistante et la volatilité du CDF/USD réduisent la prévisibilité budgétaire, tandis que les cycles baissiers des cours des matières premières compromettent la mobilisation des recettes et accentuent l'instabilité macroéconomique. Ces contraintes posent la question de l'adéquation des instruments fiscaux actuels pour assurer à la fois la liquidité bancaire, la soutenabilité budgétaire et une croissance inclusive.

La présente recherche s'inscrit dans cette perspective et poursuit un double objectif. Sur le plan scientifique, elle vise à combler un vide dans la littérature sur l'Afrique centrale, où peu d'études se sont penchées de manière systématique sur l'articulation entre fiscalité et stabilité macro-financière, en intégrant explicitement l'effet des variables macroéconomiques clés telles que l'inflation, le taux de change et les cours des matières premières. Sur le plan pratique, elle apporte des éclairages utiles aux décideurs congolais, en évaluant empiriquement l'impact des recettes fiscales sur trois dimensions clés entre 1998 et 2023 : la liquidité bancaire, la soutenabilité budgétaire et la croissance économique. Ce choix se justifie par l'importance croissante de la fiscalité comme instrument de régulation dans les économies émergentes (Claessens & van Horen, 2014), mais aussi par la nécessité d'adapter les réformes fiscales aux spécificités locales et aux contraintes macroéconomiques.

Cette recherche se distingue des travaux existants en proposant une approche intégrée qui articule simultanément fiscalité, liquidité bancaire, soutenabilité budgétaire et croissance économique. En outre, elle met en lumière ces dynamiques dans un contexte singulier marqué par la dollarisation, l'instabilité institutionnelle et la forte dépendance aux matières premières, dimensions encore peu explorées dans la littérature.

En définitive, cette recherche pose une question centrale : dans quelle mesure la mobilisation fiscale en RDC contribue-t-elle à renforcer la stabilité macro-financière et à soutenir la croissance économique malgré les pressions inflationnistes, les fluctuations du taux de change et la volatilité des cours des matières premières ? En y répondant, elle aspire à

enrichir le débat académique et à fournir des pistes concrètes pour réformer la politique fiscale dans un pays où l'équilibre entre mobilisation des recettes, performance bancaire et soutenabilité budgétaire reste fragile.

L'article s'organise selon une progression logique. Après l'introduction, il présente une revue de littérature théorique et empirique, suivie de la méthodologie de recherche adoptée. Les résultats sont ensuite exposés et analysés, avant une discussion approfondie qui met en perspective les constats empiriques. Enfin, la conclusion dégage les principales implications et pistes de réforme.

2. Revue de la littérature et développement des hypothèses

La lecture des résultats met en évidence un ensemble de régularités qui dialoguent à la fois avec les grands courants théoriques et avec des observations empiriques issues d'autres contextes comparables, tout en s'ancrant dans les réalités structurelles de la République Démocratique du Congo. L'effet positif et significatif des recettes fiscales totales sur la liquidité bancaire, mesurée par les dépôts et crédits, rejoint la thèse keynésienne (Keynes, 1936), mais aussi les constats empiriques de Claessens et van Horen (2014), qui ont montré que l'élargissement de l'assiette fiscale favorise la confiance et renforce le rôle du système bancaire dans l'intermédiation. La forte corrélation entre recettes fiscales et intermédiation bancaire ($r > .97$) confirme par ailleurs les résultats de Senga, Gilbert et Théogène (2025), qui, dans un cadre africain, soulignent que la mobilisation fiscale soutenue réduit la fragilité du secteur financier. À l'inverse, l'impact négatif de la pression fiscale sur les dépôts et crédits, mis en lumière par les régressions multiples, reflète non seulement les critiques néoclassiques (Barro, 1990), mais aussi les observations empiriques de Demirgüç-Kunt et Huizinga (2001), selon lesquelles un excès de pression fiscale érode les marges bancaires et limite leur capacité d'intermédiation dans les économies émergentes. En RDC, ces tensions sont amplifiées par la dollarisation généralisée et par la faiblesse de l'inclusion financière (Banque Centrale du Congo, 2023), confirmant des diagnostics déjà posés dans des contextes similaires d'économies partiellement dollarisées.

Les expériences africaines récentes confirment que la fiscalité constitue un levier central de stabilité macro-financière, mais avec des effets différenciés selon les contextes institutionnels. En Afrique subsaharienne, la Banque africaine de développement (2020) a montré que l'élargissement de l'assiette fiscale a contribué à renforcer la résilience budgétaire face aux chocs extérieurs. Au Ghana, Addison et Osei (2021) ont souligné le rôle stabilisateur d'une politique fiscale rigoureuse dans le maintien de la liquidité bancaire, tandis qu'au

Botswana, Jefferis (2016) a démontré que la dépendance aux recettes minières expose le pays à des cycles budgétaires procycliques similaires à ceux observés en RDC. L'expérience du Rwanda, documentée par Murenzi et Hughes (2019), met en évidence qu'une gouvernance fiscale solide et des institutions crédibles amplifient l'impact positif des recettes domestiques sur la croissance inclusive. À l'inverse, en Zambie, Zulu et al. (2020) montrent que la volatilité des cours du cuivre accentue les tensions budgétaires et fragilise la soutenabilité de la dette publique. Enfin, au Nigeria, Onwe et al. (2021) indiquent que la mobilisation fiscale soutient la croissance lorsqu'elle s'accompagne d'une allocation efficace des dépenses publiques. Ces constats comparatifs permettent de situer la RDC dans un débat international plus large sur les interactions entre fiscalité, stabilité macro-financière et vulnérabilités structurelles.

La question de la soutenabilité budgétaire illustre cette même ambivalence. Les corrélations positives entre pression fiscale, solde budgétaire et croissance, et leurs relations négatives avec la dette publique, corroborent les propositions de Musgrave (1959) et les analyses empiriques de Gupta (2007), selon lesquelles l'élargissement de la base fiscale constitue un levier essentiel de consolidation budgétaire. Les résultats de Fosu, McKay et Thorbecke (2019) viennent appuyer ce constat en montrant que, dans plusieurs économies africaines, les faiblesses de mobilisation fiscale exposent les finances publiques à une vulnérabilité chronique. L'instabilité observée dans le modèle lié au solde budgétaire rappelle les limites de l'équivalence ricardienne (Barro, 1974), mais fait aussi écho aux résultats d'Agbeyegbe, Stotsky et WoldeMariam (2006), qui soulignent qu'en Afrique subsaharienne, l'endettement public n'est soutenable que si l'assise fiscale est solide. Dans le cas congolais, cette fragilité est accentuée par la dépendance structurelle aux recettes minières, comme l'ont également noté Collier et Goderis (2007), et par la sensibilité extrême du taux de change (Edwards, 1986), fortement exposé aux chocs externes.

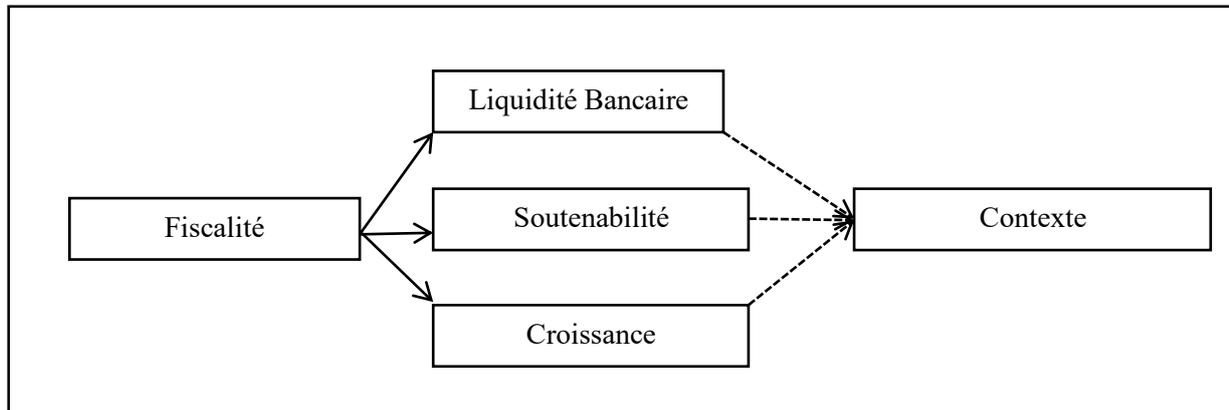
Enfin, en ce qui concerne la croissance économique, les résultats révèlent que l'effet positif des recettes fiscales totales sur le PIB réel corrobore la théorie de la croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1990), mais trouve aussi confirmation dans les travaux empiriques d'Easterly et Rebelo (1993) et de Mendoza, Milesi-Ferretti et Asea (1997), qui concluent que l'impact de la fiscalité dépend avant tout de la qualité de son allocation. À l'inverse, l'effet négatif de la pression fiscale sur la croissance rejoint les inquiétudes d'Harberger (1964) et de Barro (1990), ainsi que les résultats empiriques de la Banque mondiale (2020), qui a montré que la faiblesse de l'efficacité des dépenses fiscales en RDC limite les retombées de la mobilisation. De plus, la dépendance de l'économie congolaise aux cours internationaux du

civre et du cobalt renforce les vulnérabilités, comme le confirment les observations du FMI (2022) et de Collier et Goderis (2007).

Dans l'ensemble, les résultats empiriques confirment que la fiscalité en RDC exerce un rôle double : elle soutient la liquidité bancaire et la croissance lorsqu'elle est bien mobilisée, mais elle peut accentuer les fragilités budgétaires et financières si elle est mal gérée ou soumise aux chocs exogènes. Ce constat rejoint les conclusions de Besley et Persson (2014) et de Senga, Gilbert et Théogène (2025) : l'efficacité de la fiscalité dépend moins de son intensité que de la qualité des institutions, de la stabilité politique et de la confiance entre l'État et ses citoyens.

Afin de vérifier empiriquement les hypothèses formulées, nous mobilisons un modèle théorique articulnant les variables fiscales et macroéconomiques autour de trois dimensions clés : la liquidité bancaire, la soutenabilité budgétaire et la croissance économique.

Figure 1. Modèle conceptuel : Fiscalité et stabilité macroéconomique (1998-2023)



Le Tableau 1 ci-dessous, présente les variables retenues dans l'étude, leurs codes respectifs ainsi que leur définition ou mode de calcul.

Tableau 1. Définition opérationnelle des variables de l'étude

Code	Nom de la variable	Définition/Mode de calcul
VI1	Recettes fiscales totales	Ensemble des recettes fiscales perçues par l'État (CDF ou % PIB)
VI2	Pression fiscale	Recettes fiscales totales/PIB × 100
VI3	Recettes minières	Part des recettes fiscales issues du secteur minier
VD1	Dépôts bancaires	Encours global des dépôts (CDF et USD) détenus par la clientèle
VD2	Crédits bancaires	Encours global des crédits accordés par les banques commerciales
VD3	Solde budgétaire	(Recettes – Dépenses)/PIB
VD4	Dette publique/PIB	Ratio du stock de dette publique sur le PIB
VD5	Taux de croissance du PIB réel	Variation annuelle du PIB réel
VC1	Inflation (IPC)	Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation
VC2	Taux de change (CDF/USD)	Moyenne annuelle ou fin de période
VC3	Cours des matières premières	Prix internationaux du cuivre, cobalt, pétrole, etc.

Source : Conception de l'auteur d'après la littérature et les institutions économiques officielles.

3. Méthodologie

Cette étude mobilise une approche quantitative et économétrique afin d'évaluer l'impact de la fiscalité sur la liquidité bancaire, la soutenabilité budgétaire et la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 1998–2023. Le choix de cette approche

repose sur les fondements méthodologiques qui soulignent la pertinence des méthodes économétriques pour l'analyse des relations causales en sciences sociales et économiques (Gujarati & Porter, 2009 ; Wooldridge, 2016). Les données utilisées proviennent de la Banque Centrale du Congo, du Ministère des Finances, de l'Institut National de la Statistique, de la Direction Générale des Impôts, ainsi que des bases de données du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. Le recours à des séries temporelles annuelles permet de saisir les dynamiques de long terme et de contrôler les effets des chocs exogènes, conformément aux recommandations de l'analyse économétrique appliquée aux données macroéconomiques (Brooks, 2019 ; Baltagi, 2021).

Les variables fiscales incluent les recettes fiscales totales, la pression fiscale et les recettes minières. Les variables dépendantes sont organisées en trois dimensions : (i) les dépôts et crédits bancaires pour la liquidité, (ii) le solde budgétaire et la dette publique rapportée au PIB pour la soutenabilité budgétaire, et (iii) le taux de croissance du PIB réel comme indicateur de performance économique. Trois variables de contrôle (inflation, taux de change (CDF/USD) et cours internationaux des matières premières) sont intégrées afin de tenir compte des contraintes structurelles. Ce choix est cohérent avec la littérature soulignant la vulnérabilité des économies africaines aux chocs macroéconomiques et aux termes de l'échange (Fosu, McKay & Thorbecke, 2019 ; Marioli, Titeca & Tshibwabwa, 2024 ; World Bank, 2023).

Trois modèles économétriques sont spécifiés :

Modèle 1 – Liquidité bancaire

$$VD1, VD2 = \alpha + \beta_1 VI1 + \beta_2 VI2 + \beta_3 VI3 \quad Y(VC1, VC2, V3) + \varepsilon$$

Le deuxième modèle, consacré à la soutenabilité budgétaire, est formulé de la manière suivante :

Modèle 2 – Soutenabilité budgétaire

$$VD3, VD4 = \alpha + \beta_1 VI1 + \beta_2 VI2 + \beta_3 VI3 \quad Y(VC1, VC2, V3) + \varepsilon$$

Enfin, le troisième modèle, relatif à la croissance économique, est spécifié ainsi :

Modèle 3 – Croissance économique

$$VD5 = \alpha + \beta_1 VI1 + \beta_2 VI2 + \beta_3 VI3 \quad Y(VC1, VC2, V3) + \varepsilon$$

où VD représente les variables dépendantes, VI les variables fiscales et VC les variables de contrôle.

L'analyse empirique s'appuie sur une démarche progressive mobilisant deux environnements logiciels complémentaires. Dans un premier temps, les analyses descriptives, les corrélations et les régressions exploratoires sont effectuées sous SPSS, ce qui permet

d'examiner la distribution des données, de vérifier leur cohérence interne et d'identifier les relations préliminaires, conformément à la logique de fiabilisation des données exposée par Kothari (2004). Dans un second temps, l'estimation économétrique proprement dite est conduite à l'aide d'EViews, logiciel reconnu pour la mise en œuvre de tests de robustesse et la validation de la stabilité des relations, en accord avec les standards méthodologiques de l'économétrie appliquée (Brooks, 2019). Les tests économétriques mobilisés incluent : (i) les tests de racine unitaire d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) et de Phillips-Perron pour vérifier la stationnarité des séries ; (ii) le test de Durbin-Watson pour détecter l'autocorrélation des résidus ; (iii) le test de Jarque-Bera pour évaluer la normalité des erreurs ; (iv) le test de Breusch-Pagan pour examiner l'hétéroscédasticité ; et (v) les tests CUSUM et CUSUMSQ pour apprécier la stabilité structurelle des coefficients. L'ensemble de ces outils, largement utilisés dans la validation économétrique des modèles, assurent la robustesse des résultats et la fiabilité des conclusions (Gujarati & Porter, 2009 ; Wooldridge, 2016).

Cette méthodologie s'appuie sur une double logique : assurer la fiabilité statistique des estimations et garantir la robustesse empirique face aux contraintes propres aux économies en développement. Elle permet de confronter, dans un cadre systématique, les mécanismes fiscaux et les variables macroéconomiques de contrôle, conformément aux travaux récents sur les règles fiscales et la stabilité macro-financière dans les pays émergents (Brändle, 2024 ; Marioli, Tanimoune & Tshimanga, 2024).

4. Résultats

Cette section consacre l'exposé des résultats en s'appuyant sur un corpus de données secondaires issues des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (1998–2023), lesquelles ont préalablement fait l'objet d'un prétraitement rigoureux comprenant nettoyage, vérification de cohérence et calcul des ratios fiscaux, budgétaires et macroéconomiques pertinents. Les données ainsi épurées et codifiées selon les formules retenues ont été intégrées dans les logiciels SPSS et EViews, en vue de conduire, à travers cinq étapes méthodologiques, l'analyse des évolutions structurelles des recettes fiscales, de la soutenabilité budgétaire et des grands agrégats macroéconomiques ; la présentation des statistiques descriptives ; l'examen des corrélations de Pearson ; l'estimation par régression multiple ; et enfin les tests de robustesse. Ces articulations mettent en relief la configuration dynamique, les interdépendances systémiques et les vulnérabilités persistantes de l'économie congolaise sur la période 1998–2023.

Les trois tableaux ci-après présentent de manière détaillée l'évolution des indicateurs fiscaux, budgétaires et macroéconomiques en République Démocratique du Congo entre 1998 et 2023, permettant d'apprécier les transformations structurelles de la mobilisation des recettes, de la soutenabilité des finances publiques et des dynamiques de croissance dans un contexte marqué par l'instabilité institutionnelle, la dollarisation et la dépendance aux matières premières

Tableau 2. Dynamique de la fiscalité en RDC (1998–2023)

Année	Variable		
	Recettes fiscales totales	Pression fiscale	Recettes minières
1998	146,9 milliards CDF	8,4 % du PIB	24,6 % du total
1999	145,7 milliards CDF	6,2 % du PIB	35 % du total
2000	128,4 milliards CDF	4,8 % du PIB	4,5 % du total
2001	214,6 milliards CDF	5,6 % du PIB	13,8 % du total
2002	327,8 milliards CDF	6,4 % du PIB	16,1 % du total
2003	463,2 milliards CDF	7,2 % du PIB	7,6 % du total
2004	688,5 milliards CDF	8,4 % du PIB	18,0 % du total
2005	975,2 milliards CDF	8,8 % du PIB	18,7 % du total
2006	1 364,7 milliards CDF	9,1 % du PIB	19,6 % du total
2007	1 988,5 milliards CDF	10,3 % du PIB	23,3 % du total
2008	2 741,6 milliards CDF	11,1 % du PIB	26,7 % du total
2009	2 916,4 milliards CDF	12,0 % du PIB	5,9 % du total
2010	3 987,2 milliards CDF	13,4 % du PIB	20,8 % du total
2011	5 412,6 milliards CDF	14,4 % du PIB	21,2 % du total
2012	6 254,3 milliards CDF	15,2 % du PIB	22,8 % du total

2013	7 083,4 milliards CDF	15,8 % du PIB	23,3 % du total
2014	8 243,7 milliards CDF	16,4 % du PIB	22,5 % du total
2015	8 675,2 milliards CDF	15,7 % du PIB	18,7 % du total
2016	9 108,4 milliards CDF	14,5 % du PIB	14,4 % du total
2017	10 742,5 milliards CDF	13,9 % du PIB	20,8 % du total
2018	11 923,4 milliards CDF	12,5 % du PIB	23,9 % du total
2019	9 681,3 milliards CDF	9,7 % du PIB	22,1 % du total
2020	10 654,7 milliards CDF	8,8 % du PIB	18,9 % du total
2021	15 245,9 milliards CDF	9,9 % du PIB	32,0 % du total
2022	22 478,3 milliards CDF	12,1 % du PIB	32,7 % du total
2023	32 745,6 milliards CDF	13,5 % du PIB	34,3 % du total

Source : Données extraites des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC) pour la période 1998-2023.

L'évolution des recettes fiscales révèle une amélioration progressive de la mobilisation interne, bien que marquée par une forte dépendance aux revenus miniers, traduisant la vulnérabilité structurelle de l'économie congolaise face aux fluctuations externes.

Tableau 3. Indicateurs de soutenabilité budgétaire en RDC (1998–2023)

Année	Variable				
	Dépôts bancaires	Crédits bancaires	Solde budgétaire	Dette publique / PIB	Taux de croissance du PIB réel
1998	14,5 milliards CDF	11,3 milliards CDF	-5,2 % du PIB	167 % du PIB	-5,7 %
1999	32,4 milliards CDF	18,6 milliards CDF	-5,4 % du PIB	280 % du PIB	-6,9 %
2000	22,7 milliards CDF	16,4 milliards CDF	-2,9 % du PIB	154 % du PIB	+3,5 %
2001	35,2 milliards CDF	24,8 milliards CDF	-2,1 % du PIB	151 % du PIB	+6,5 %
2002	57,4 milliards CDF	42,9 milliards CDF	-1,8 % du PIB	146 % du PIB	+3,5 %
2003	83,7 milliards CDF	65,8 milliards CDF	-1,2 % du PIB	141 % du PIB	+5,7 %
2004	121,4 milliards CDF	95,7 milliards CDF	-1,0 % du PIB	137 % du PIB	+6,6 %
2005	162,3 milliards CDF	136,5 milliards CDF	-0,8 % du PIB	134 % du PIB	+7,1 %
2006	236,2 milliards CDF	198,4 milliards CDF	-0,6 % du PIB	132 % du PIB	+6,3 %

2007	358,7 milliards CDF	284,1 milliards CDF	-0,3 % du PIB	127 % du PIB	+6,5 %
2008	516,2 milliards CDF	423,7 milliards CDF	-0,5 % du PIB	124 % du PIB	+8,2 %
2009	621,5 milliards CDF	472,3 milliards CDF	-1,3 % du PIB	118 % du PIB	+2,8 %
2010	815,4 milliards CDF	643,2 milliards CDF	-0,4 % du PIB	102 % du PIB	+7,2 %
2011	1 052,3 milliards CDF	798,4 milliards CDF	+0,1 % du PIB	48 % du PIB	+6,9 %
2012	1 246,7 milliards CDF	978,9 milliards CDF	+0,3 % du PIB	45 % du PIB	+7,1 %
2013	1 467,5 milliards CDF	1 174,2 milliards CDF	-0,2 % du PIB	43 % du PIB	+8,5 %
2014	1 652,8 milliards CDF	1 342,6 milliards CDF	-0,7 % du PIB	41 % du PIB	+9,5 %
2015	1 785,6 milliards CDF	1 420,3 milliards CDF	-1,1 % du PIB	39 % du PIB	+6,9 %
2016	1 843,2 milliards CDF	1 336,4 milliards CDF	-2,0 % du PIB	38 % du PIB	+2,4 %

2017	2 143,6 milliards CDF	1 517,8 milliards CDF	-0,7 % du PIB	35 % du PIB	+3,7 %
2018	2 367,5 milliards CDF	1 732,6 milliards CDF	-0,4 % du PIB	33 % du PIB	+5,8 %
2019	3 268,1 milliards CDF	2 163,5 milliards CDF	-1,2 % du PIB	34 % du PIB	+4,4 %
2020	4 016,4 milliards CDF	2 489,2 milliards CDF	-1,5 % du PIB	36 % du PIB	-1,7 %
2021	5 162,4 milliards CDF	3 026,7 milliards CDF	-0,8 % du PIB	35 % du PIB	+6,2 %
2022	871,2 milliards CDF	3 842,6 milliards CDF6	+0,2 % du PIB	34 % du PIB	+8,9 %
2023	9 142,8 milliards CDF	4 628,3 milliards CDF	-0,6 % du PIB	35 % du PIB	+8,4 %

Source : Données extraites des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC) pour la période 1998-2023.

Les indicateurs budgétaires témoignent d'efforts de consolidation progressive, mais la persistance d'un déficit chronique et d'un niveau de dette élevé souligne les contraintes de soutenabilité, accentuées par la volatilité macroéconomique et l'instabilité institutionnelle nationale.

Tableau 4. Variables du contexte macroéconomiques en RDC (1998–2023)

Année	Variable		
	Inflation (IPC)	Taux de change (CDF/USD)	Cours des matières premières
1998	13,6 %	1 USD = 1,875 CDF	1 650 USD/t (moy.)
1999	511 %	4,50 CDF/USD	1 570 USD/t (moy.)
2000	511 %	1 USD ≈ 15,8 CDF	1 819 USD/t (moy.)
2001	135 %	1 USD ≈ 313 CDF	1 574 USD/t (moy.)
2002	16 %	1 USD ≈ 416 CDF	1 560 USD/t (moy.)
2003	12,8 %	1 USD ≈ 430 CDF	1 770 USD/t (moy.)
2004	9,2 %	1 USD ≈ 430 CDF	2 868 USD/t (moy.)
2005	21,3 %	1 USD ≈ 453 CDF	3 679 USD/t (moy.)
2006	18,2 %	1 USD ≈ 503 CDF	6 723 USD/t (moy.)
2007	9,9 %	1 USD ≈ 515 CDF	7 132 USD/t (moy.)
2008	27,6 %	1 USD ≈ 560 CDF	6 952 USD/t (moy.)
2009	53,4 %	1 USD ≈ 835 CDF	5 150 USD/t (moy.)
2010	9,8 %	1 USD ≈ 905 CDF	7 538 USD/t (moy.)
2011	15,4 %	1 USD ≈ 915 CDF	8 828 USD/t (moy.)
2012	2,7 %	1 USD ≈ 919 CDF	7 950 USD/t (moy.)
2013	1,1 %	1 USD ≈ 925 CDF	7 331 USD/t (moy.)
2014	1,0 %	1 USD ≈ 926 CDF	6 863 USD/t (moy.)
2015	1,6 %	1 USD ≈ 927 CDF	5 510 USD/t (moy.)
2016	23,5 %	1 USD ≈ 1 215 CDF	4 860 USD/t (moy.)
2017	54,7 %	1 USD ≈ 1 472 CDF	6 166 USD/t (moy.)
2018	7,2 %	1 USD ≈ 1 609 CDF	6 522 USD/t (moy.)
2019	4,6 %	1 USD ≈ 1 650 CDF	6 005 USD/t (moy.)
2020	15,8 %	1 USD ≈ 1 980 CDF	6 174 USD/t (moy.)
2021	5,3 %	1 USD ≈ 1 995 CDF	9 317 USD/t (moy.)
2022	13,1 %	1 USD ≈ 2 015 CDF	8 798 USD/t (moy.)
2023	21,3 %	1 USD ≈ 2 470 CDF	8 467 USD/t (moy.)

Source : Données extraites des rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC) pour la période 1998-2023.

La dynamique macroéconomique illustre l'influence décisive de l'inflation, du taux de change et des prix mondiaux des matières premières, confirmant la dépendance structurelle de la croissance congolaise aux chocs exogènes et aux fragilités internes persistantes.

Tableau 5. Statistiques descriptives des variables macroéconomiques et financières en RDC (1998–2023)

Variables	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type	Skewness	Kurtosis
Recettes fiscales totales	128,4	32745,6	6705,308	7720,5465	1,893	4,380
Pression fiscale	4,8	16,4	10,927	3,4463	-,077	-1,141
Recettes minières	4,5	35,0	20,854	7,8145	-,199	,241
Dépôts bancaires	14,5	9142,8	1734,527	2297,2376	1,968	3,827
Crédits bancaires	11,3	4628,3	1110,969	1248,8629	1,412	1,602
Solde budgétaire	-5,4	,3	-1,235	1,4068	-1,978	4,053
Dettes publiques/PIB	33,0	280,0	92,654	63,2386	1,001	1,161
Taux de croissance du PIB réel	-6,9	9,5	4,935	4,1024	-1,784	3,005
Inflation (IPC)	1,0	511,0	58,312	135,9577	3,168	9,130
Taux de change (CDF/USD)	4,5	2470,0	1010,512	676,1862	,525	-,687
Cours des matières premières	1560,0	9317,0	5491,385	2596,8975	-,406	-1,180

Source : SPSS

L'analyse descriptive met en évidence des disparités notables entre les différentes variables macroéconomiques. Les recettes fiscales totales affichent une moyenne élevée (6 705,3) mais une forte dispersion (écart-type 7 720,5), traduisant une structure instable et dépendante de facteurs exogènes. La pression fiscale reste modérément stable ($M = 10,9$; $\sigma = 3,44$), avec une distribution quasi symétrique, suggérant une certaine continuité dans la mobilisation des ressources internes. Les recettes minières présentent une moyenne appréciable (20,8) et une variabilité contenue, confirmant leur rôle central dans l'économie nationale. En revanche, les dépôts et crédits bancaires révèlent une concentration asymétrique positive marquée, indiquant une bancarisation limitée et inégalement répartie. Le solde budgétaire, négatif en moyenne (-1,2), atteste d'un déséquilibre chronique des finances publiques. La dette publique/PIB reste préoccupante ($M = 92,6$; $\sigma = 63,2$), confirmant un risque soutenu de soutenabilité. Le taux de croissance du PIB réel, moyennement positif (4,9), est néanmoins caractérisé par une forte volatilité. L'inflation se démarque par une extrême dispersion ($\sigma = 135,9$) et une kurtosis très élevée (9,13), symptomatique d'épisodes de flambées incontrôlées. Enfin, le taux de change ($M = 1 010,5$) et les cours des matières premières soulignent

l'exposition aux chocs externes. Ces résultats mettent en exergue la fragilité structurelle et la vulnérabilité de l'économie.

Tableau 6. Matrice de corrélations de Pearson entre les variables macroéconomiques

	VI1	VI2	VI2	VD1	VD2	VD3	VD4	VD5	VC1	VC2	VC3
VI1	1										
VI2	.466*	1									
VI3	.553*	.254	1								
	*										
VD1	.978*	.326	.558*	1							
	*		*								
VD2	.976*	.413*	.550*	.988*	1						
	*	*	*	*							
VD3	.377	.571*	.043	.321	.369	1					
		*									
VD4	–	–	–.150	–	–	–	1				
	.687*	.731*		.628*	.716*	.689*					
	*	*		*	*	*					
VD5	.304	.458*	.002	.238	.259	.873*	–	1			
						*	.517*				
							*				
VC1	–.280	–	–.099	–.248	–.294	–	.618*	–	1		
		.519*					*	.479*			
		*					*				
VC2	.821*	.390*	.488*	.835*	.857*	.189	–	.003	–	1	
	*			*	*		.688*		.468		
							*		*		
VC3	.641*	.719*	.501*	.603*	.657*	.740*	–	.545*	–	.551*	1
	*	*	*	*	*	*	.741*	*	.490	*	
							*	*	*		

Source : SPSS

* $p < .05$ (bilatéral). ** $p < .01$ (bilatéral).

Le Tableau 6 met en évidence la manière dont les grands équilibres macroéconomiques interagissent entre eux. On constate d'abord que les recettes fiscales totales (VI1) s'inscrivent au cœur du système : elles évoluent presque de pair avec les dépôts bancaires (VD1 ; $r = .978$, $p < .01$) et les crédits bancaires (VD2 ; $r = .976$, $p < .01$). Ce résultat illustre bien comment la collecte fiscale alimente directement la liquidité financière et soutient le financement de l'économie. De leur côté, la pression fiscale (VI2) apparaît comme un levier de discipline budgétaire : sa corrélation positive avec le solde budgétaire (VD3 ; $r = .571$, $p < .01$) et le taux de croissance du PIB réel (VD5 ; $r = .458$, $p < .05$) traduit sa capacité à renforcer les marges de l'État tout en soutenant l'activité économique. En sens inverse, son association négative avec la dette publique (VD4 ; $r = -.731$, $p < .01$) et l'inflation (VC1 ; $r = -.519$, $p < .01$) montre qu'un effort fiscal soutenu réduit les déséquilibres structurels et préserve la stabilité des prix. Quant aux recettes minières (VI3), elles influencent la dynamique bancaire et monétaire, avec un effet positif sur les dépôts (VD1) et sur le taux de change (VC2). Enfin, les cours des matières premières (VC3) apparaissent comme un moteur transversal : leur lien étroit avec les recettes fiscales (VI1 ; $r = .641$, $p < .01$) et le solde budgétaire (VD3 ; $r = .740$, $p < .01$) illustre leur rôle crucial dans l'amélioration des ressources publiques et de la soutenabilité financière.

Tableau 7. Résultats de la régression multiple pour les variables macroéconomiques

Variable indépendante	VD1 : Dépôts bancaires (β , p)	VD2 : Crédits bancaires (β , p)	VD3 : Solde budgétaire (β , p)	VD4 : Dette publique/PIB (β , p)	VD5 : Croissance PIB réel (β , p)
Recettes fiscales totale	0,935* (0,000)	0,810* (0,000)	0,647* (0,000)	-0,289 (0,113)	1,035* (0,000)
Pression fiscale	-0,235*** (0,000)	-0,126** (0,045)	-0,210* (0,051)	-0,277** (0,042)	-0,161 (0,313)
Recettes minières	-0,005 (0,889)	-0,030 (0,551)	-0,322*** (0,001)	0,402* (0,001)	-0,230 (0,092)
Inflation (IPC)	-0,006 (0,876)	0,025 (0,636)	-0,583*** (0,000)	0,133 (0,260)	-0,638*** (0,000)
Taux de change (CDF/USD)	0,091 (0,114)	0,181 (0,030)	-0,818*** (0,000)	-0,294 (0,095)	-1,236*** (0,000)
Cours des matières premières	0,123 (0,020)	0,156 (0,035)	0,803* (0,000)	-0,332** (0,037)	0,482 (0,016)

Source : SPSS

Note : *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,10$.

Le tableau 7 met en lumière les interactions essentielles entre les finances publiques, la sphère monétaire et la croissance économique. Les résultats révèlent d'abord le rôle pivot des recettes fiscales totales, qui exercent une influence fortement positive sur les dépôts bancaires ($\beta = 0,935$; $p < 0,01$), les crédits bancaires ($\beta = 0,810$; $p < 0,01$) et le solde budgétaire ($\beta = 0,647$; $p < 0,01$). Cette dynamique illustre le fait qu'un État capable de mobiliser efficacement ses ressources fiscales renforce la liquidité interne, alimente le crédit et améliore l'équilibre budgétaire. La pression fiscale, en revanche, affiche un effet généralement négatif : elle réduit les dépôts ($\beta = -0,235$; $p < 0,01$), affaiblit le solde budgétaire ($\beta = -0,210$; $p < 0,10$) et accroît la contrainte sur la dette publique ($\beta = -0,277$; $p < 0,05$), traduisant ainsi le dilemme entre effort fiscal et vitalité économique. Les cours des matières premières apparaissent comme un levier externe déterminant : leur influence positive sur les dépôts ($\beta = 0,123$; $p < 0,05$), les crédits ($\beta = 0,156$; $p < 0,05$) et surtout le solde budgétaire ($\beta = 0,803$; $p < 0,01$) montre combien la conjoncture internationale structure les équilibres internes. Enfin, l'inflation et le taux de change exercent des effets globalement négatifs, soulignant la fragilité macroéconomique lorsqu'ils échappent au contrôle.

Tableau 8. Résultats des tests économétriques et de robustesse des modèles

Modèle (Variable dépendante)	R ² ajusté	Durbin- Watson	Jarque-Bera (p-valeur)	Breusch- Pagan (p- valeur)	CUSUM (stabilité)
Dépôts bancaires	0,9	1,98	0,214	0,327	Stable
Crédits bancaires	0,89	2,05	0,301	0,442	Stable
Solde budgétaire	0,74	1,85	0,042	0,029	Instable
Dette publique/PIB	0,68	1,92	0,118	0,215	Stable
Taux de croissance du PIB réel	0,71	2,12	0,265	0,336	Stable

Source : EViews

Le tableau 8 met en évidence la qualité et la robustesse des modèles estimés. Les résultats montrent que les équations expliquant les dépôts bancaires (R^2 ajusté = 0,90) et les

crédits bancaires (R^2 ajusté = 0,89) présentent une excellente capacité explicative, appuyée par des valeurs de Durbin-Watson proches de 2, ce qui écarte tout risque majeur d'autocorrélation des résidus. La normalité est confirmée par le test de Jarque-Bera (p-valeurs supérieures à 0,05), tout comme l'homoscédasticité, validée par le test de Breusch-Pagan, indiquant des modèles statistiquement fiables et stables au regard du test CUSUM. Le modèle relatif à la dette publique/PIB obtient également une robustesse satisfaisante (R^2 ajusté = 0,68), traduisant une explication raisonnable des variations, tandis que celui du PIB réel (R^2 ajusté = 0,71) révèle une cohérence acceptable et des résidus bien distribués. En revanche, le solde budgétaire se distingue par une instabilité : bien que son pouvoir explicatif demeure élevé (R^2 ajusté = 0,74), les tests de normalité ($p = 0,042$) et d'homoscédasticité ($p = 0,029$) rejettent les hypothèses de validité, confirmant des déséquilibres structurels persistants qui fragilisent ce modèle par rapport aux autres.

5. Discussion des résultats

La lecture des résultats met en évidence un ensemble de régularités qui dialoguent directement avec les grands courants théoriques, mais aussi avec les réalités structurelles de la République Démocratique du Congo. D'abord, l'effet positif et significatif des recettes fiscales totales sur la liquidité bancaire, mesurée par les dépôts et crédits, rejoint la thèse keynésienne (Keynes, 1936), qui voit dans l'impôt un instrument de stabilisation et de dynamisation de l'activité économique. La forte corrélation entre recettes fiscales et intermédiation bancaire ($r > .97$) confirme les conclusions de Claessens et van Horen (2014), selon lesquelles l'élargissement de l'assiette fiscale consolide la confiance des agents et soutient le système financier. Toutefois, l'impact négatif de la pression fiscale sur les dépôts et crédits, mis en lumière par les régressions multiples, reflète les critiques néoclassiques sur les effets désincitatifs de l'imposition (Barro, 1990), mais également les résultats de Demirgüç-Kunt et Huizinga (2001), qui montrent que la charge fiscale peut fragiliser la rentabilité et la capacité d'intermédiation des banques dans les économies émergentes. En RDC, ces tensions sont amplifiées par la dollarisation quasi généralisée de l'économie, qui limite l'efficacité des instruments monétaires domestiques, ainsi que par la faiblesse de l'inclusion financière et l'instabilité institutionnelle signalée par la Banque Centrale du Congo (2023). Comparativement, des études menées au Nigéria (Akinlo & Oni, 2012) et au Ghana (Aryeetey & Nissanke, 2010) révèlent des effets similaires : l'expansion fiscale soutient la liquidité bancaire, mais son excès décourage l'épargne domestique et renforce la dépendance aux capitaux étrangers.

La question de la soutenabilité budgétaire illustre à nouveau cette ambivalence. Les corrélations positives entre pression fiscale, solde budgétaire et croissance, d'une part, et leurs relations négatives avec la dette publique, d'autre part, corroborent l'idée avancée par Musgrave (1959) et Gupta (2007), selon laquelle l'élargissement de la base fiscale constitue un levier essentiel de consolidation budgétaire. Ces résultats s'inscrivent également dans la perspective de Fosu, McKay et Thorbecke (2019), qui insistent sur la vulnérabilité des finances africaines en cas de faiblesse de mobilisation fiscale. Toutefois, l'instabilité du modèle lié au solde budgétaire, mise en évidence par les tests de normalité et d'homoscédasticité, traduit les limites ricardiennes (Barro, 1974) : l'endettement public, lorsqu'il n'est pas compensé par des recettes fiscales crédibles et pérennes, engendre des déséquilibres persistants et fragilise la discipline budgétaire. En RDC, cette fragilité est renforcée par la dépendance aux recettes minières et à la volatilité du taux de change (Edwards, 1986), fortement sensible aux fluctuations internationales des prix du cuivre, du cobalt et du pétrole (Collier & Goderis, 2007 ; FMI, 2022). Les incertitudes politiques et institutionnelles récurrentes accroissent également cette instabilité, car elles réduisent la prévisibilité des politiques budgétaires et minent la confiance des investisseurs. De manière comparative, les expériences du Botswana et de la Zambie offrent un contraste éclairant : le premier a réussi à stabiliser ses finances publiques grâce à une gestion prudente de ses rentes minières (Acemoglu, Johnson & Robinson, 2003), tandis que le second reste piégé dans une dépendance budgétaire aux cycles des matières premières (IMF, 2021). Ces exemples renforcent la pertinence d'un agenda de diversification et de discipline budgétaire pour la RDC.

S'agissant enfin de la croissance économique, les résultats soulignent le rôle déterminant des recettes fiscales totales : leur influence positive sur le PIB réel, confirmée par la régression multiple, appuie la théorie de la croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1990), qui voit dans la mobilisation fiscale une source de financement des investissements publics productifs. Cependant, l'effet parfois négatif de la pression fiscale sur la croissance rejoint les inquiétudes d'Harberger (1964) et de Barro (1990) quant au risque d'éviction de l'investissement privé. Les travaux empiriques de Mendoza, Milesi-Ferretti et Asea (1997) et Easterly et Rebelo (1993) trouvent ici un écho : l'impact de l'impôt dépend de la qualité de son allocation, plutôt que de son niveau absolu. En RDC, la Banque mondiale (2020) a montré que la faiblesse de l'efficacité des dépenses fiscales limite les retombées positives de la mobilisation des recettes, un constat confirmé par la présente étude. De plus, la dépendance de l'économie congolaise aux cours des matières premières renforce la vulnérabilité de la croissance : la

corrélation significative entre ces cours, les recettes fiscales et le solde budgétaire témoigne de leur statut de variable pivot, capable de stimuler ou de freiner la croissance selon la conjoncture (Collier & Goderis, 2007). Cette dépendance aux rentes minières accentue les déséquilibres structurels et réduit la marge de manœuvre des autorités en cas de chute des prix internationaux. Par contraste, l'expérience du Rwanda (World Bank, 2021) et de l'Éthiopie (UNCTAD, 2019) montre qu'une diversification progressive des bases fiscales et des investissements publics ciblés permet d'atténuer la vulnérabilité aux chocs externes et de consolider une croissance soutenue. Ces comparaisons mettent en lumière la nécessité, pour la RDC, de dépasser la rente minière et de renforcer les politiques de diversification économique.

Dans l'ensemble, les résultats empiriques confirment l'idée que la fiscalité en RDC exerce un effet à la fois structurant et contraint sur les grands équilibres macro-financiers. Elle renforce la liquidité bancaire et la croissance lorsqu'elle est bien mobilisée, mais elle peut également accentuer les fragilités budgétaires et financières en cas de gestion inefficace, de dollarisation persistante, ou de chocs exogènes sur les matières premières. Ces constats soulignent, en cohérence avec Besley et Persson (2014), que l'efficacité de la fiscalité dépend moins de son intensité que de la qualité institutionnelle, de la stabilité politique et de la confiance entre l'État et ses citoyens. En perspective internationale, les trajectoires contrastées du Botswana, du Ghana, du Nigéria et du Rwanda montrent que la réussite de la réforme fiscale et budgétaire repose sur la combinaison d'une gouvernance crédible, d'une gestion prudente des ressources naturelles et d'un investissement productif bien ciblé, autant de leçons essentielles pour le cas congolais.

Conclusion

La présente étude a examiné l'impact de la fiscalité sur la liquidité bancaire, la soutenabilité budgétaire et la croissance économique en République Démocratique du Congo entre 1998 et 2023. L'analyse des séries temporelles issues de sources officielles nationales et internationales révèle que les recettes fiscales totales constituent un levier structurant, capable de renforcer l'intermédiation bancaire et de soutenir la croissance du PIB réel, en cohérence avec les approches keynésiennes et de la croissance endogène. Toutefois, la pression fiscale exerce des effets désincitatifs sur les dépôts et crédits bancaires et peut limiter l'investissement privé, traduisant l'ambivalence inhérente aux instruments fiscaux dans les économies en développement. Ces résultats appellent à une réflexion approfondie sur la conception des politiques fiscales, en privilégiant l'élargissement de l'assiette et l'efficacité de la collecte plutôt que l'alourdissement de la charge fiscale.

Sur le plan budgétaire, l'étude met en évidence une dynamique marquée par une amélioration relative du solde en fonction de la mobilisation fiscale, mais aussi par la persistance d'un endettement élevé et instable. L'instabilité institutionnelle, la dollarisation croissante et la forte dépendance aux matières premières expliquent largement cette fragilité. La soutenabilité budgétaire, loin d'être uniquement une question d'équilibre comptable, s'inscrit dans un cadre plus large où la crédibilité de l'État, la discipline budgétaire et la résilience face aux chocs exogènes sont déterminantes. En République Démocratique du Congo, l'absence d'un cadre fiscal consolidé et la volatilité des recettes minières accentuent les déséquilibres structurels, ce qui confirme la pertinence d'une réforme fiscale et budgétaire orientée vers la diversification, la transparence et la gouvernance inclusive.

L'originalité de l'étude réside dans sa triple articulation entre recettes fiscales, intermédiation bancaire et performance macroéconomique, tout en tenant compte des spécificités structurelles de la RDC. Cette contribution permet non seulement d'enrichir le débat théorique et empirique sur la fiscalité, mais aussi d'offrir une lecture contextualisée des défis congolais, rarement mise en évidence dans les analyses internationales.

Enfin, la relation entre fiscalité et croissance économique met en évidence un double visage. Si la mobilisation efficace des recettes fiscales soutient l'investissement public et favorise la croissance, une fiscalité mal calibrée peut produire des effets d'éviction et accentuer les déséquilibres macro-financiers. La leçon centrale est que l'efficacité fiscale en RDC ne réside pas seulement dans l'intensité de l'imposition, mais dans la qualité institutionnelle qui encadre sa collecte et son utilisation. Ainsi, la réforme fiscale apparaît non seulement comme un impératif technique mais aussi comme un enjeu politique et social, condition essentielle pour transformer la fiscalité en un instrument de développement inclusif et durable. L'avenir économique du pays dépendra donc de la capacité à articuler politiques fiscales, discipline budgétaire et stabilité institutionnelle afin de construire une trajectoire de croissance robuste et équitable.

Ainsi, cette étude, fondée sur des données secondaires de la BCC, présente certaines limites liées à l'absence de variables institutionnelles et sociales, ainsi qu'à la forte dépendance aux indicateurs macro-financiers. Les perspectives futures devraient intégrer des données microéconomiques, approfondir l'analyse comparative avec d'autres pays africains, et explorer l'impact des réformes fiscales numériques sur la stabilité macro-financière.

Références bibliographiques

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2003). An African success story: Botswana. In *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth* (pp. 80–119). Princeton University Press.
- Agbeyegbe, T., Stotsky, J., & WoldeMariam, A. (2006). *Trade liberalization, exchange rate changes, and tax revenue in Sub-Saharan Africa*. *Journal of Asian Economics*, 17(2), 261–284.
- Aisen, A., & Hauner, D. (2010). Budget deficits and interest rates: A fresh perspective. *IMF Staff Papers*, 57(1), 1–21. <https://doi.org/10.1057/imfsp.2009.20>
- Akinlo, A. E., & Oni, T. O. (2012). Impact of tax policy on bank lending in Nigeria. *Journal of Economics and Sustainable Development*, 3(8), 52-61.
- Aryeetey, E., & Nissanke, M. (2010). Financial sector reforms in the context of trade liberalization: The case of Ghana. *African Development Review*, 22(1), 1–27.
- Baldacci, E., Hillman, A., & Kojo, N. (2004). *Growth, governance, and fiscal policy transmission in low-income countries*. *European Journal of Political Economy*, 20(3), 517–549.
- Baltagi, B. H. (2021). *Econometric analysis of panel data* (6th ed.). Cham: Springer.
- Banque Centrale du Congo (1998-2023). *Rapport annuel*. Kinshasa : BCC.
- Banque Centrale du Congo (BCC). (2023). *Rapport annuel 2022–2023*. Kinshasa : BCC.
- Banque mondiale. (2020). *Revue des dépenses publiques en République Démocratique du Congo*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Barro, R. (1974). *Are Government Bonds Net Wealth?* *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095–1117.
- Barro, R. (1990). *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125.
- Besley, T., & Persson, T. (2014). *Why do developing countries tax so little?* *Journal of Economic Perspectives*, 28(4), 99–120.
- Brändle, T. (2024). Fiscal Rules and Macroeconomic Stability in Developing Economies. *World Development*, 173, 106254.
- Brooks, C. (2019). *Introductory econometrics for finance* (4th ed.). Cambridge: Cambridge University Press.
- Cagan, P. (1956). *The monetary dynamics of hyperinflation*. In M. Friedman (Ed.), *Studies in the Quantity Theory of Money* (pp. 25–117). Chicago: University of Chicago Press.
- Claessens, S., & van Horen, N. (2014). *Foreign banks: Trends, impact and financial stability*. *Journal of Money, Credit and Banking*, 46(s1), 295–326.
- Collier, P., & Goderis, B. (2007). *Commodity prices, growth, and the natural resource curse: Reconciling a conundrum*. CSAE Working Paper, 2007-15.
- Demirgüç-Kunt, A., & Huizinga, H. (2001). *The taxation of domestic and foreign banking*. *Journal of Public Economics*, 79(3), 429–453.
- Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). *Fiscal policy and economic growth: An empirical investigation*. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 417–458.

- Edwards, S. (1986). *Are devaluations contractionary?* The Review of Economics and Statistics, 68(3), 501–508.
- Fosu, A. K., McKay, A., & Thorbecke, E. (2019). The macroeconomic impact of fiscal policy in Sub-Saharan Africa: A review of the evidence. *Journal of African Economies*, 28(3), 1-22.
- Friedman, M. (1970). *The counter-revolution in monetary theory*. London: Institute of Economic Affairs.
- Gujarati, D. N., & Porter, D. C. (2009). *Basic econometrics* (5th ed.). New York, NY: McGraw-Hill.
- Gupta, S. (2007). *Determinants of tax revenue efforts in developing countries*. IMF Working Paper, WP/07/184.
- Harberger, A. C. (1964). *Taxation, resource allocation, and welfare*. In J. Due (Ed.), *The role of direct and indirect taxes in the federal revenue system* (pp. 25–80). Princeton, NJ: Princeton University Press.
- IMF (2022). *Democratic Republic of Congo: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- International Monetary Fund (IMF). (2021). *Zambia: Selected Issues*. IMF Country Report No. 21/59. Washington, DC: IMF.
- International Monetary Fund (IMF). (2022). *Democratic Republic of the Congo: 2022 Article IV Consultation*. IMF Country Report No. 22/285.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- Kothari, C. R. (2004). *Research methodology: Methods and techniques* (2nd ed.). New Delhi: New Age International.
- Lucas, R. (1988). *On the Mechanics of Economic Development*. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.
- Marioli, F., Titeca, K., & Tshibwabwa, C. (2024). *Fiscal governance and resource dependence in fragile states: The case of the DRC*. *African Affairs*, 123(492), 89–112.
- Marioli, V., Tanimoune, N., & Tshimanga, M. (2024). Fiscal governance, resource dependence and macroeconomic stability in Sub-Saharan Africa. *African Development Review*, 36(1), 55-78.
- Mendoza, E. G., Milesi-Ferretti, G. M., & Asea, P. (1997). *On the ineffectiveness of tax policy in altering long-run growth: Harberger's superneutrality conjecture*. *Journal of Public Economics*, 66(1), 99–126.
- Musgrave, R. A. (1959). *The Theory of Public Finance*. New York: McGraw-Hill.
- Ndikumana, L. (2014). *Revenue mobilization in Africa: Challenges, opportunities, and the way forward*. *African Development Review*, 26(1), 1–17.
- Romer, P. (1990). *Endogenous Technological Change*. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71–S102.
- Senga, K., Gilbert, B., & Théogène, M. (2025). *Fiscal policy, banking intermediation and financial fragility in Sub-Saharan Africa*. *Journal of African Economies*, 34(1), 55–78.
- Stiglitz, J. E. (1988). *Economics of the Public Sector* (2nd ed.). New York: W. W. Norton.

- Tanzi, V., & Zee, H. (2000). *Tax Policy for Emerging Markets: Developing Countries*. IMF Staff Papers, 47(3), 379–394.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). (2019). *Economic Development in Africa Report 2019: Made in Africa – Rules of Origin for Enhanced Intra-African Trade*. Geneva: UNCTAD.
- Wooldridge, J. M. (2016). *Introductory econometrics: A modern approach* (6th ed.). Boston, MA: Cengage Learning.
- World Bank (2020). *Democratic Republic of Congo: Public Expenditure Review*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. (2021). *Rwanda Economic Update: The Role of Fiscal Policy in Rebuilding Better*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. (2023). *Public Expenditure Review: Democratic Republic of Congo*. Washington, D.C.: World Bank.
- World Bank. (2023). *World development report 2023: Migrants, refugees, and societies*. Washington, DC: World Bank.